

## Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 31 décembre 2015

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment).

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer par là la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

### DES INDICATEURS FINANCIERS EN PROGRESSION EN FIN D'ANNÉE

L'activité bancaire progresse dans le département au deuxième semestre 2015.

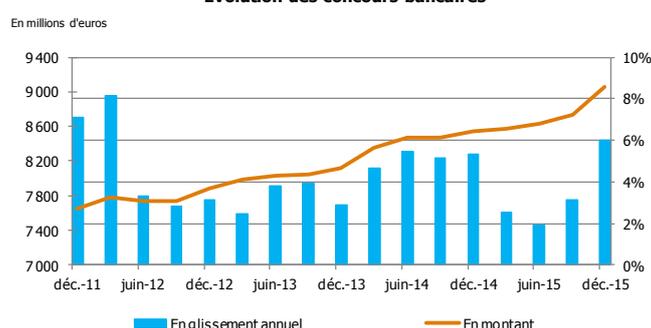
L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 9,1 milliards d'euros, enregistre une croissance annuelle plus soutenue qu'en 2014 (+6,0 % après +5,3 %), la plus forte observée depuis 2011. Cette évolution est essentiellement tirée par l'activité de crédit aux ménages (+9,9 % contre +2,4 % un an plus tôt) qui est vigoureuse sur l'ensemble des segments. Les crédits aux entreprises enregistrent une hausse modérée sur douze mois (+2,7 % après +6,0 % à fin décembre 2014), en lien avec la croissance ralentie des crédits immobiliers (+1,2 % après +4,8 % à fin décembre 2014). Les crédits alloués aux collectivités locales restent pour leur part bien orientés (+8,2 % contre +11,9 % à fin décembre 2014).

À 8,0 milliards d'euros, la collecte nette d'actifs financiers croît également (+4,7 % contre +3,4 % à fin décembre 2014), tirée par la croissance des dépôts à vue (+12,3 %).

Évolution des actifs financiers



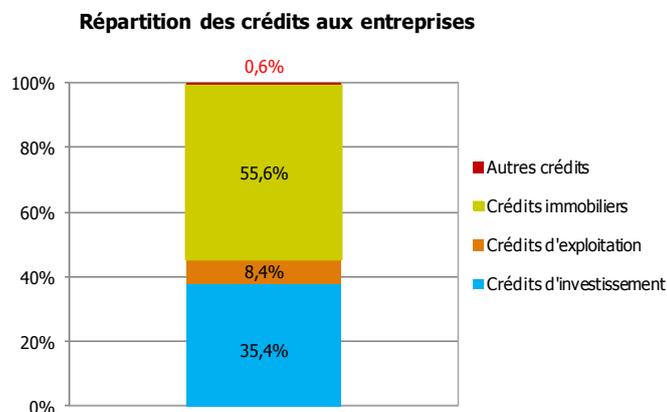
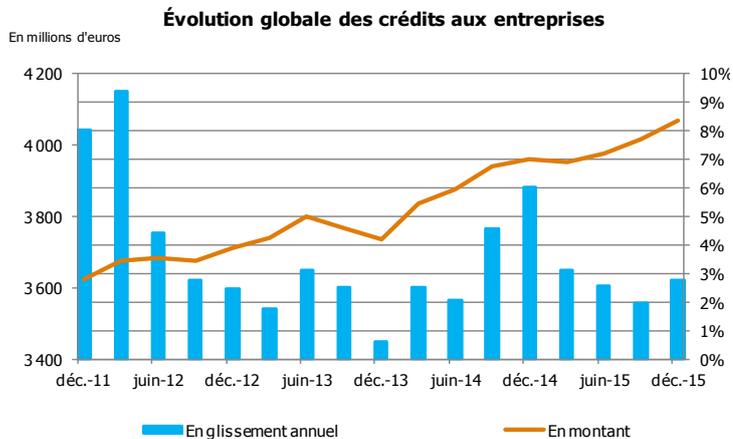
Évolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT PLUS DYNAMIQUE

## Croissance modérée des crédits aux entreprises

Les financements consentis aux entreprises augmentent de 2,7 % en glissement annuel à fin décembre 2015 (contre +6,0 % à fin décembre 2014) pour atteindre 4,1 milliards d'euros. Le rythme de croissance des crédits aux entreprises s'accélère toutefois au deuxième semestre (+2,3 % après +0,4 % au premier semestre) dans un contexte d'amélioration du climat des affaires en fin d'année.



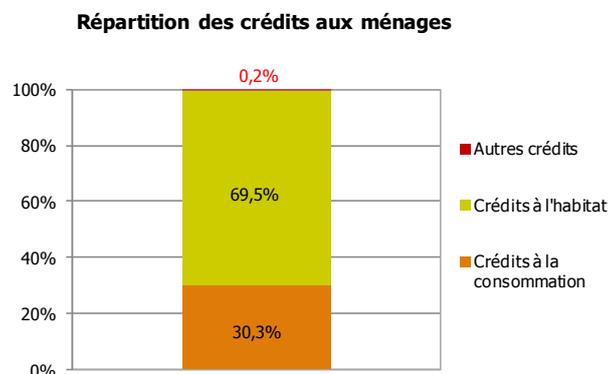
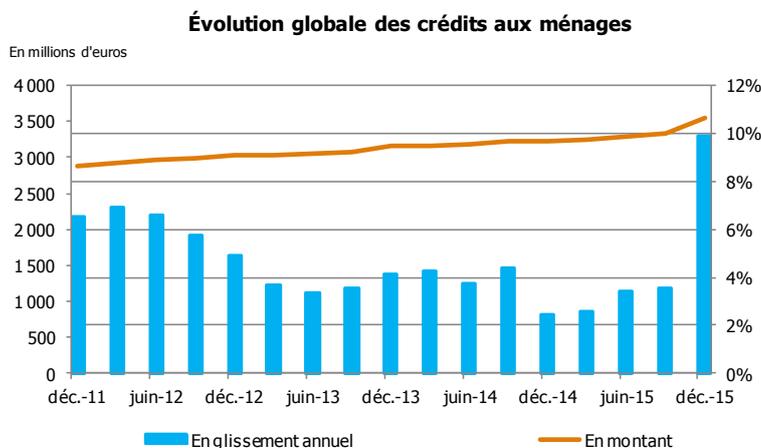
Les crédits d'investissement affichent une hausse soutenue à fin décembre 2015 (+8,5 % contre +5,9 % à fin décembre 2014). Cette évolution converge avec les prévisions d'investissement favorables exprimées par les chefs d'entreprise interrogés lors de l'enquête de conjoncture IEDOM des troisième et quatrième trimestres 2015. Dans le détail, les crédits à l'équipement augmentent de 10,7 % sur un an après +6,9 % à fin décembre 2014, en dépit de la diminution des investissements des entrepreneurs individuels (-5,7 %). En parallèle, le crédit-bail est en retrait (-3,4 %).

Les crédits immobiliers, qui représentent 54,5 % des encours de crédits octroyés aux entreprises, affichent une croissance ralentie sur douze mois à fin décembre 2015 (+1,2 % après +4,8 % à fin décembre 2014).

Les crédits d'exploitation s'inscrivent en baisse à fin décembre 2015 (-5,1 % sur un an), en dépit d'une progression de 4,6 % au deuxième semestre. Ce recul est imputable à la chute conjointe des comptes ordinaires débiteurs (-8,5 %) et des créances commerciales (-34,3 %). Néanmoins, les crédits de trésorerie renouent avec une croissance positive (+4,1 %) après avoir diminué de 1,1 % en 2014.

## Bonne performance des crédits aux ménages

L'activité de crédit aux ménages est dynamique (+9,9 % après +2,4 % à fin décembre 2014) et s'établit à 3,6 milliards d'euros à fin décembre 2015.



Le financement de l'habitat, qui concentre 69,5 % de l'ensemble des crédits aux ménages, enregistre une croissance annuelle de 10,8 % (contre +2,9 % à fin décembre 2014) et progresse de 8,0 % sur les six derniers mois de l'année.

Après avoir reculé à fin juin, l'encours des crédits à la consommation repart à la hausse à fin décembre 2015, tant en glissement semestriel (+9,5 %) qu'annuel (+7,8 % après +1,4 % à fin décembre 2014). Cette évolution va de pair avec le rebond des immatriculations de véhicules neufs enregistrées dans le département au 4<sup>e</sup> trimestre (+23,6 % sur un an).

## Progression des crédits aux collectivités

**Les financements alloués aux collectivités locales**, qui représentent 11,2 % de l'activité de crédit dans le département, restent bien orientés à fin décembre 2015 (+8,2 % après +11,9 % l'année précédente). L'encours s'établit désormais à 1,0 milliard d'euros. Les crédits d'investissement, moteurs de ce marché (93,9 % de l'ensemble), progressent sur douze mois (+6,4 %). En parallèle, les crédits d'exploitation enregistrent une croissance annuelle soutenue à fin décembre 2015 (+59,4 % soit +20,7 millions d'euros).

## Poursuite de l'amélioration de la sinistralité

**L'encours des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement diminue à fin décembre 2015 pour la troisième année consécutive (-7,5 %) et atteint 446,9 millions d'euros. **Le taux de créances douteuses brutes** s'améliore à nouveau en fin d'année et s'élève à 5,6 % (-0,8 point sur douze mois). En revanche, le taux de provisionnement des banques locales s'affiche en baisse sur un an (-4 points) et s'établit à 65,4 %, le plus bas taux observé depuis 2010.

## DES ACTIFS FINANCIERS MIEUX ORIENTÉS

**Les actifs financiers des agents économiques** progressent à fin décembre 2015.

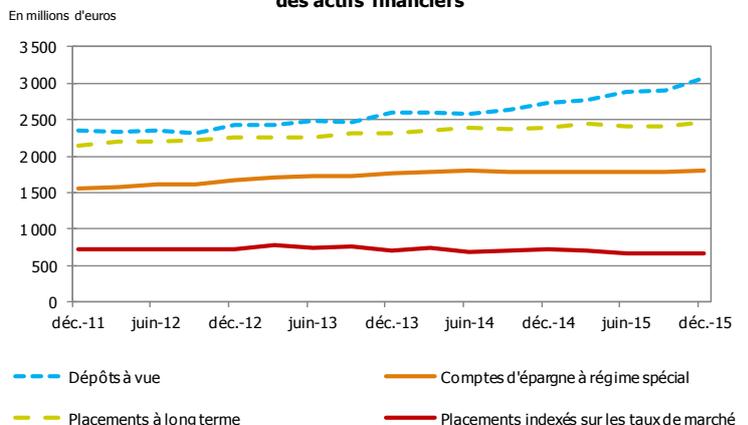
À 8,0 milliards d'euros, l'encours croît de 4,7 % sur un an après avoir augmenté de 3,4 % un an plus tôt. Il est en hausse de 3,2 % au deuxième semestre. Cette croissance annuelle est tirée par la bonne performance des placements des entreprises et des ménages. En revanche, l'encours des actifs financiers des autres agents est en retrait sur un an.

**Les dépôts à vue** enregistrent une hausse marquée (+12,3 % après +5,3 % à fin décembre 2014) sur l'ensemble de la clientèle. Ils s'établissent à 3,0 milliards d'euros.

**L'épargne longue** augmente (+2,6 % contre +3,2 % à fin décembre 2014), tirée par les plans d'épargne-logement (+8,4 %).

A contrario, bien que stables sur les six derniers mois de l'année (+0,4 %), **les placements liquides ou à court terme** fléchissent à fin décembre 2015 (-1,7 % contre +1,6 % à fin décembre 2014), en lien avec la chute des placements indexés sur les taux de marché (-7,7 %).

Évolution des principales composantes des actifs financiers



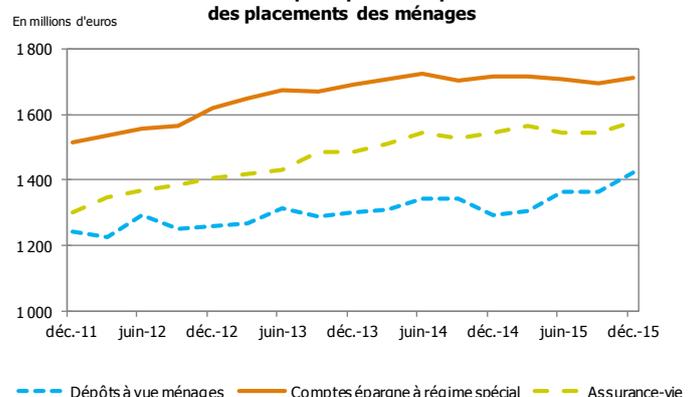
## Croissance de l'épargne des ménages

Le taux de croissance **des placements des ménages** s'accélère à fin décembre 2015. L'encours, qui représente 71,2 % des placements totaux, progresse de 3,4 % contre +1,1 % à fin décembre 2014.

Évolution des actifs financiers des ménages



Évolution des principales composantes des placements des ménages



**L'épargne à long terme** croît de 3,0 % à fin décembre 2015 (après +2,9 % un an plus tôt). Elle est portée par l'assurance-vie (+2,2 %), premier produit d'épargne des ménages (65,5 % des placements des ménages), mais également par les plans d'épargne logement qui suscitent un engouement croissant depuis trois ans. Ces derniers enregistrent une hausse historique sur douze mois (+8,4 %).

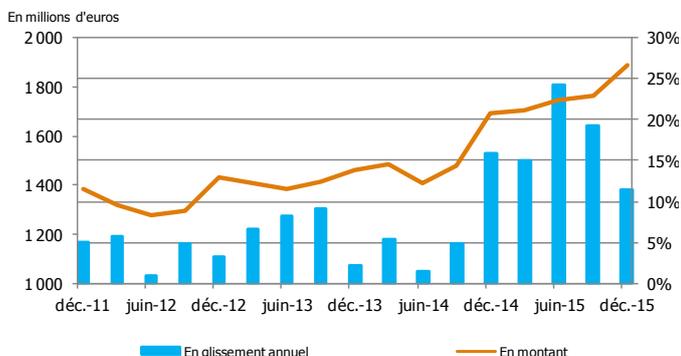
**Les dépôts à vue** sont pour leur part en nette progression en fin d'année (+10,3 % contre -0,8 % à fin décembre 2014).

À l'inverse, **les placements liquides ou à court terme** diminuent (-0,9 % contre +0,2 % à fin décembre 2014), en lien avec le recul des placements indexés sur les taux de marché (-7,9 %). Dans un contexte de taux d'intérêt des livrets réglementés historiquement bas, les comptes d'épargne à régime spécial suivent cette même tendance (-0,2 %). Le rythme de croissance des livrets ordinaires ralentit (+0,6 %) et le repli des livrets A et bleus se confirme (-1,5 %). L'encours des livrets d'épargne populaire poursuit sa baisse amorcée depuis 2009 (-2,1 %).

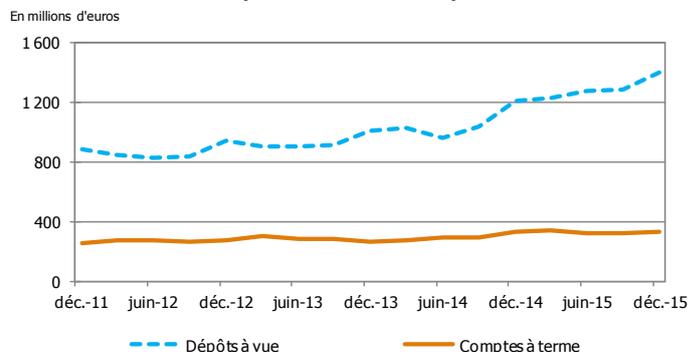
## Dynamisme des placements des entreprises

**Les actifs financiers des sociétés non financières** restent dynamiques en fin d'année (+11,4 % contre +15,9 % à fin décembre 2015) pour s'établir à 1,9 milliard d'euros.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



Cette croissance est imputable à la bonne performance **des dépôts à vue** (+16,2 % sur un an après +20,0 % à fin décembre 2014), réalisée principalement au deuxième semestre 2015 (+10,2 % sur six mois).

Après huit années consécutives de baisse, **l'épargne longue** des entreprises progresse légèrement (+0,7 %).

En revanche, **les placements liquides ou à court terme** sont en repli (-0,4 % après +7,8 % à fin décembre 2014), en raison de la contraction des placements indexés sur les taux de marché (-4,5 % contre +7,5 % à fin décembre 2014).

## Baisse des actifs des autres agents

**Les placements des autres agents** se contractent à fin décembre 2015 (-4,7 % après -8,4 % à fin décembre 2014).

Dans le détail, les **placements liquides ou à court terme** et **l'épargne à long terme** reculent sur un an (respectivement 14,0 % et -26,0 %). Seuls **les dépôts à vue** enregistrent une hausse sur un an (+4,3 %).

### MÉTHODOLOGIE

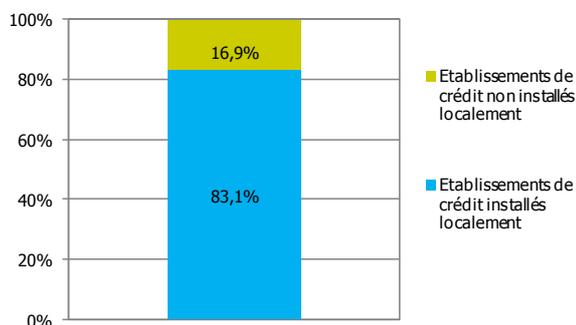
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit. Le périmètre d'étude regroupe la Guadeloupe, Saint-Martin et Saint-Barthélemy.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit par ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

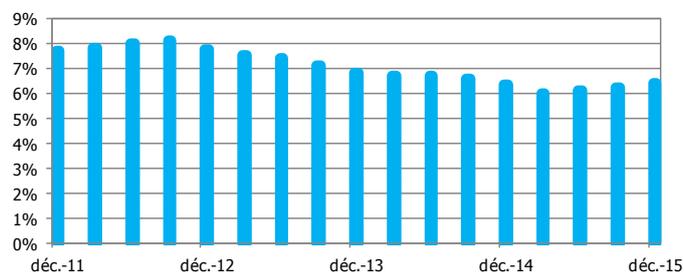
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Entreprises</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>323,1</b>	<b>313,0</b>	<b>290,3</b>	<b>329,5</b>	<b>312,6</b>	<b>298,7</b>	<b>323,7</b>	<b>312,6</b>	<b>4,6%</b>	<b>-5,1%</b>
Créances commerciales	36,3	34,6	34,6	32,1	27,4	22,9	23,2	21,1	-8,0%	-34,3%
Crédits de trésorerie	130,7	137,8	123,2	121,9	128,6	120,0	142,7	126,9	5,8%	4,1%
(dt) Entrepreneurs individuels	37,2	35,2	33,5	40,8	34,6	34,0	33,5	33,7	-0,9%	-17,4%
Comptes ordinaires débiteurs	126,9	115,5	104,2	148,4	137,8	129,3	130,4	135,8	5,1%	-8,5%
Affacturage	29,2	25,1	28,3	27,2	18,9	26,6	27,4	28,8	8,5%	5,9%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>1 396,0</b>	<b>1 318,8</b>	<b>1 330,2</b>	<b>1 408,6</b>	<b>1 414,2</b>	<b>1 490,7</b>	<b>1 504,5</b>	<b>1 528,6</b>	<b>2,5%</b>	<b>8,5%</b>
Crédits à l'équipement	1 155,9	1 081,1	1 112,1	1 188,3	1 199,7	1 279,9	1 296,9	1 315,8	2,8%	10,7%
(dt) Entrepreneurs individuels	115,8	68,5	66,2	46,8	46,9	46,3	44,9	44,1	-4,8%	-5,7%
Crédit-bail	240,2	237,7	218,1	220,3	214,5	210,7	207,5	212,9	1,0%	-3,4%
<b>Crédits immobiliers</b>	<b>1 879,5</b>	<b>2 055,2</b>	<b>2 090,5</b>	<b>2 190,9</b>	<b>2 196,4</b>	<b>2 164,7</b>	<b>2 180,0</b>	<b>2 217,5</b>	<b>2,4%</b>	<b>1,2%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>24,8</b>	<b>25,5</b>	<b>24,8</b>	<b>32,2</b>	<b>30,6</b>	<b>23,1</b>	<b>9,4</b>	<b>11,1</b>	<b>-52,2%</b>	<b>-65,6%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>3 623,5</b>	<b>3 712,5</b>	<b>3 735,8</b>	<b>3 961,2</b>	<b>3 953,9</b>	<b>3 977,2</b>	<b>4 017,6</b>	<b>4 069,8</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,7%</b>
<b>Ménages</b>										
<b>Crédits à la consommation</b>	<b>978,9</b>	<b>983,4</b>	<b>982,8</b>	<b>996,5</b>	<b>987,2</b>	<b>980,7</b>	<b>1 053,4</b>	<b>1 074,0</b>	<b>9,5%</b>	<b>7,8%</b>
Crédits de trésorerie	899,6	907,6	908,9	923,5	914,7	904,5	978,7	1 006,2	11,3%	9,0%
Comptes ordinaires débiteurs	51,6	50,3	51,6	51,4	51,6	56,1	56,8	50,5	-9,9%	-1,7%
Crédit-bail	27,7	25,4	22,3	21,5	20,9	20,1	17,8	17,3	-14,2%	-19,7%
<b>Crédits à l'habitat</b>	<b>1 903,7</b>	<b>2 039,0</b>	<b>2 161,8</b>	<b>2 224,7</b>	<b>2 250,3</b>	<b>2 299,7</b>	<b>2 278,1</b>	<b>2 464,5</b>	<b>7,2%</b>	<b>10,8%</b>
<b>Autres crédits</b>	<b>2,0</b>	<b>3,7</b>	<b>5,7</b>	<b>6,2</b>	<b>6,7</b>	<b>2,7</b>	<b>2,3</b>	<b>8,6</b>	<b>223,3%</b>	<b>39,5%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>2 884,5</b>	<b>3 026,0</b>	<b>3 150,3</b>	<b>3 227,4</b>	<b>3 244,1</b>	<b>3 283,1</b>	<b>3 333,7</b>	<b>3 547,2</b>	<b>8,0%</b>	<b>9,9%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
<b>Crédits d'exploitation</b>	<b>28,9</b>	<b>28,6</b>	<b>14,7</b>	<b>34,9</b>	<b>59,7</b>	<b>70,6</b>	<b>55,6</b>	<b>55,6</b>	<b>-21,2%</b>	<b>59,4%</b>
Crédits de trésorerie	11,7	17,2	13,0	33,6	56,9	69,5	50,3	35,8	-48,4%	6,7%
Comptes ordinaires débiteurs	17,3	11,4	1,7	1,3	2,7	1,1	5,3	19,8	1702,9%	1397,8%
<b>Crédits d'investissement</b>	<b>782,7</b>	<b>802,3</b>	<b>818,2</b>	<b>898,4</b>	<b>847,5</b>	<b>867,8</b>	<b>874,9</b>	<b>955,5</b>	<b>10,1%</b>	<b>6,4%</b>
Crédits à l'équipement	782,5	802,2	818,1	898,3	847,5	867,7	874,9	955,5	10,1%	6,4%
<b>Autres crédits</b>	<b>9,6</b>	<b>8,5</b>	<b>7,7</b>	<b>7,0</b>	<b>6,8</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>6,2</b>	<b>-5,5%</b>	<b>-10,4%</b>
<b>Encours sain</b>	<b>821,2</b>	<b>839,4</b>	<b>840,6</b>	<b>940,2</b>	<b>914,0</b>	<b>945,0</b>	<b>937,0</b>	<b>1 017,4</b>	<b>7,7%</b>	<b>8,2%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>320,5</b>	<b>309,7</b>	<b>387,0</b>	<b>418,8</b>	<b>453,5</b>	<b>426,8</b>	<b>445,7</b>	<b>425,3</b>	<b>-0,3%</b>	<b>1,6%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>7 649,7</b>	<b>7 887,5</b>	<b>8 113,7</b>	<b>8 547,6</b>	<b>8 565,5</b>	<b>8 632,0</b>	<b>8 734,0</b>	<b>9 059,7</b>	<b>5,0%</b>	<b>6,0%</b>
dont ECNIL	1 392,7	1 372,2	1 411,6	1 460,8	1 447,6	1 431,2	1 391,8	1 533,3	7,1%	5,0%
Créances douteuses brutes	601,7	612,0	561,6	541,5	509,3	526,4	531,6	509,7	-3,2%	-5,9%
dont ECIL	522,9	550,4	492,3	483,0	454,6	471,2	475,7	446,9	-5,2%	-7,5%
Créances douteuses nettes	242,5	233,6	215,9	206,4	194,3	210,8	156,8	217,6	3,2%	5,4%
(dt) Entreprises	182,2	164,6	152,6	134,3	120,8	138,3	91,3	133,6	-3,5%	-0,6%
(dt) Ménages	49,4	48,4	49,3	52,6	53,7	53,1	54,8	65,0	22,5%	23,6%
Provisions	359,1	378,5	345,7	335,1	315,0	315,7	318,9	292,1	-7,5%	-12,8%
<b>Encours brut total</b>	<b>8 251,4</b>	<b>8 499,6</b>	<b>8 675,3</b>	<b>9 089,1</b>	<b>9 074,8</b>	<b>9 158,4</b>	<b>9 265,5</b>	<b>9 569,4</b>	<b>3,3%</b>	<b>5,3%</b>
Taux de créances douteuses	7,3%	7,2%	6,5%	6,0%	5,6%	5,7%	5,7%	5,3%	-0,4pt(s)	-0,7pt(s)
dont ECIL	7,7%	7,8%	6,8%	6,4%	6,0%	6,1%	6,1%	5,6%	-0,5pt(s)	-0,8pt(s)
Taux de provisionnement	59,7%	61,8%	61,6%	61,9%	61,8%	60,0%	60,0%	57,3%	-0,7pt(s)	-4,6pt(s)
dont ECIL	68,7%	68,8%	70,2%	69,4%	69,3%	67,0%	67,0%	65,4%	-1,6pt(s)	-4pt(s)

Répartition des concours bancaires sains



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>1 386,0</b>	<b>1 431,0</b>	<b>1 461,1</b>	<b>1 693,6</b>	<b>1 705,0</b>	<b>1 745,9</b>	<b>1 764,3</b>	<b>1 887,0</b>	<b>8,1%</b>	<b>11,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>886,3</b>	<b>937,0</b>	<b>1 005,3</b>	<b>1 206,2</b>	<b>1 229,4</b>	<b>1 271,5</b>	<b>1 285,6</b>	<b>1 401,3</b>	<b>10,2%</b>	<b>16,2%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>456,0</b>	<b>447,5</b>	<b>423,9</b>	<b>457,2</b>	<b>447,2</b>	<b>443,7</b>	<b>448,3</b>	<b>455,3</b>	<b>2,6%</b>	<b>-0,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	5,9	3,5	5,1	7,1	8,2	16,1	19,8	25,4	57,6%	258,1%
Placements indexés sur les taux de marché	450,1	444,0	418,8	450,1	439,1	427,6	428,5	429,9	0,5%	-4,5%
<i>dont comptes à terme</i>	258,0	273,4	269,6	329,3	345,1	322,4	325,5	331,1	2,7%	0,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	147,5	123,1	96,0	85,8	69,4	83,9	74,2	67,1	-20,0%	-21,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	44,5	47,5	53,1	34,9	24,5	21,2	28,7	31,6	49,0%	-9,4%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>43,7</b>	<b>46,4</b>	<b>31,8</b>	<b>30,2</b>	<b>28,3</b>	<b>30,7</b>	<b>30,5</b>	<b>30,4</b>	<b>-0,9%</b>	<b>0,7%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	22,9	18,4	13,0	13,0	12,1	13,1	12,7	13,0	-0,5%	0,3%
<b>Ménages</b>	<b>5 050,3</b>	<b>5 266,6</b>	<b>5 458,2</b>	<b>5 517,3</b>	<b>5 569,0</b>	<b>5 585,3</b>	<b>5 578,8</b>	<b>5 702,6</b>	<b>2,1%</b>	<b>3,4%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>1 241,2</b>	<b>1 260,0</b>	<b>1 302,4</b>	<b>1 291,4</b>	<b>1 304,5</b>	<b>1 364,4</b>	<b>1 364,9</b>	<b>1 424,3</b>	<b>4,4%</b>	<b>10,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>1 727,8</b>	<b>1 814,0</b>	<b>1 886,4</b>	<b>1 890,7</b>	<b>1 885,2</b>	<b>1 865,9</b>	<b>1 857,1</b>	<b>1 873,7</b>	<b>0,4%</b>	<b>-0,9%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 515,0	1 616,8	1 689,7	1 713,1	1 713,7	1 705,9	1 693,8	1 710,2	0,3%	-0,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	619,5	630,7	640,1	647,7	648,1	638,7	642,0	651,9	2,1%	0,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	578,6	644,3	686,7	696,5	696,0	695,8	683,0	685,8	-1,4%	-1,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,9	15,2	14,6	14,7	15,0	15,1	15,0	-0,1%	2,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	49,5	46,1	40,5	37,5	37,0	36,6	36,3	36,7	0,3%	-2,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	141,1	170,9	199,2	213,0	215,3	217,8	217,1	220,9	1,4%	3,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	111,4	110,0	108,0	103,9	102,7	101,9	100,4	99,9	-1,9%	-3,8%
Placements indexés sur les taux de marché	212,9	197,2	196,8	177,5	171,5	160,1	163,3	163,5	2,1%	-7,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	169,6	164,9	170,4	153,2	147,6	136,0	139,7	140,1	3,0%	-8,6%
<i>dont bons de caisse</i>	0,8	0,7	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	42,5	31,6	26,1	24,1	23,6	23,9	23,4	23,2	-2,6%	-3,7%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 081,3</b>	<b>2 192,6</b>	<b>2 269,4</b>	<b>2 335,2</b>	<b>2 379,3</b>	<b>2 355,0</b>	<b>2 356,8</b>	<b>2 404,6</b>	<b>2,1%</b>	<b>3,0%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	449,6	457,1	472,6	504,8	517,7	523,6	531,7	547,2	4,5%	8,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	71,2	69,7	65,7	61,9	61,2	59,8	59,3	59,3	-0,8%	-4,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,0	5,5	5,6	5,7	6,1	6,1	6,2	6,0	-1,4%	5,3%
<i>dont portefeuille titre</i>	181,3	192,4	183,3	165,1	168,6	163,5	157,6	159,1	-2,7%	-3,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	72,4	61,3	57,5	55,0	59,7	59,7	56,7	57,1	-4,4%	3,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 300,7	1 406,5	1 484,7	1 542,7	1 566,0	1 542,3	1 545,3	1 575,9	2,2%	2,2%
<b>Autres agents</b>	<b>341,0</b>	<b>399,1</b>	<b>479,7</b>	<b>439,4</b>	<b>426,7</b>	<b>425,4</b>	<b>423,3</b>	<b>418,8</b>	<b>-1,6%</b>	<b>-4,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>217,1</b>	<b>240,7</b>	<b>296,4</b>	<b>243,6</b>	<b>236,7</b>	<b>241,5</b>	<b>256,7</b>	<b>254,2</b>	<b>5,3%</b>	<b>4,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>110,3</b>	<b>138,9</b>	<b>162,4</b>	<b>164,8</b>	<b>158,5</b>	<b>151,3</b>	<b>142,7</b>	<b>141,7</b>	<b>-6,3%</b>	<b>-14,0%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	44,5	55,2	64,8	69,1	70,5	67,2	65,8	67,7	0,8%	-2,0%
Placements indexés sur les taux de marché	65,8	83,7	97,6	95,7	88,1	84,1	77,0	74,0	-12,0%	-22,7%
<i>dont comptes à terme</i>	48,6	63,1	74,4	69,2	65,6	60,0	60,8	57,8	-3,7%	-16,5%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>13,7</b>	<b>19,5</b>	<b>20,9</b>	<b>31,0</b>	<b>31,5</b>	<b>32,7</b>	<b>23,9</b>	<b>22,9</b>	<b>-29,9%</b>	<b>-26,0%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>6 777,3</b>	<b>7 096,7</b>	<b>7 399,0</b>	<b>7 650,3</b>	<b>7 700,7</b>	<b>7 756,6</b>	<b>7 766,5</b>	<b>8 008,4</b>	<b>3,2%</b>	<b>4,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>2 344,6</b>	<b>2 437,7</b>	<b>2 604,1</b>	<b>2 741,6</b>	<b>2 770,6</b>	<b>2 877,3</b>	<b>2 907,2</b>	<b>3 079,8</b>	<b>7,0%</b>	<b>12,3%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>2 294,1</b>	<b>2 400,4</b>	<b>2 472,8</b>	<b>2 512,6</b>	<b>2 490,9</b>	<b>2 460,9</b>	<b>2 448,1</b>	<b>2 470,7</b>	<b>0,4%</b>	<b>-1,7%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1 565,4	1 675,5	1 759,6	1 789,3	1 792,4	1 789,1	1 779,3	1 803,2	0,8%	0,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	650,5	670,7	688,1	698,7	700,5	691,9	694,0	704,9	1,9%	0,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	597,9	662,7	708,5	721,5	722,0	725,7	716,4	725,6	0,0%	0,6%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,9	14,9	15,2	14,6	14,7	15,0	15,1	15,0	-0,1%	2,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	49,5	46,1	40,5	37,5	37,0	36,6	36,3	36,7	0,3%	-2,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	141,1	171,0	199,3	213,1	215,4	217,9	217,2	221,0	1,4%	3,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	111,4	110,0	108,1	104,0	102,8	102,0	100,4	100,0	-1,9%	-3,8%
Placements indexés sur les taux de marché	728,7	724,9	713,2	723,3	698,6	671,8	668,8	667,4	-0,7%	-7,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	476,2	501,4	514,4	551,7	558,3	518,4	526,0	528,9	2,0%	-4,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,9	1,4	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,0%	-4,8%
<i>dont certificats de dépôt</i>	44,5	47,5	53,1	34,9	24,5	21,2	28,7	31,6	49,0%	-9,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	206,1	174,6	145,1	136,1	115,2	131,6	113,5	106,3	-19,2%	-21,9%
<b>Épargne à long terme</b>	<b>2 138,6</b>	<b>2 258,6</b>	<b>2 322,1</b>	<b>2 396,7</b>	<b>2 439,1</b>	<b>2 418,4</b>	<b>2 411,2</b>	<b>2 457,9</b>	<b>1,6%</b>	<b>2,6%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	449,9	457,4	472,9	505,2	518,1	523,9	532,1	547,7	4,5%	8,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	71,3	69,7	65,7	61,9	61,2	59,8	59,3	59,4	-0,8%	-4,1%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	6,0	5,5	5,6	5,7	6,1	6,1	6,2	6,0	-1,4%	5,3%
<i>dont actions</i>	64,7	53,4	58,4	58,9	63,2	67,5	63,5	66,8	-1,0%	13,5%
<i>dont obligations</i>	144,4	176,5	151,7	139,7	138,7	130,7	121,1	119,0	-9,0%	-14,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	101,6	89,6	83,0	82,5	85,7	88,0	83,6	83,2	-5,4%	0,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 300,8	1 406,6	1 484,9	1 542,9	1 566,1	1 542,3	1 545,3	1 575,9	2,2%	2,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Avril 2016